



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité inter-départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
Rue du Cul d'Anon  
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy  
CS80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 24 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX**

Lieu dit Le Rabion - BP 43  
Noyant  
49490 Noyant-Villages

Références : 2024-013\_BIOPROX\_INSP\_RAP  
Code AIOT : 0006302323

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2023 dans l'établissement SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX implanté Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 Noyant-Villages. L'inspection a été annoncée le 21/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site a fait l'objet d'une précédente visite d'inspection le 22/12/2022, réalisée dans un contexte de plainte du plus proche riverain (bruit, odeurs). L'inspection a constaté à cette occasion la présence d'une quantité importante de produits inflammables et dangereux pour l'environnement, liée à l'activité parfums, conduisant à un classement Seveso seuil bas du site, alors que le site n'est aujourd'hui classé qu'à déclaration. En outre, des rejets aqueux non autorisés, provenant de l'activité parfums, ont été constatés.

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 02/03/2023, de régulariser sa situation administrative d'une part, de stopper les rejets non autorisés d'autre part.

La nouvelle visite du 19/12/2023 visait à faire le point sur les actions correctives prises par l'exploitant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX
- Lieu dit Le Rabion - BP 43 Noyant 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006302323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso A JUSTIFIER
- IED : Non

La société BIOPROX développe sur le site de Noyant-Villages deux activités principales :

- la fabrication de ferments lactiques et produits de biotechnologies (probiotiques, ...),
- la production de concentrés de parfums (activité Sozio).

Les installations sont connues comme relevant du régime de la déclaration. Elles sont exploitées sous couvert des récépissés de déclaration :

- du 25/09/2013 visant les rubriques 2910, 1433, 1432, 1450 et 2230,
- du 16/02/2015 visant la rubrique 2680 (OGM).

L'exploitant a par ailleurs transmis le 31/05/2016 une demande d'antériorité pour les rubriques 4130 et 4510. Une déclaration de modifications avec mise à jour du classement a été transmise en juillet 2022.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

(suites de la visite du 22/12/2022)

- situation administrative
- état des stocks
- bruit, odeurs (suite plainte)
- rejets aqueux
- moyens de lutte contre l'incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1 + article R. 511-9 + articles R. 511-10 et R. 511-11	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Sans objet
2	Contrôle périodique installations DC	Code de l'environnement du 02/12/2018, articles R. 512-55 à R. 512-58	Susceptible de suites	Sans objet
3	État des stocks	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, Annexe I - points 3.3 et 3.5	Susceptible de suites	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, Annexe I-point 6.2.c)	Susceptible de suites	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, Annexe I-point 4.2 + AMPG du 23/12/1998 - Annexe I-point 4.2	Susceptible de suites	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Bruit	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I – points 8.1 et 8.3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Rejets aqueux activité parfums	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 5.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Rejets aqueux rubrique 2230 - surveillance	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 5.9	Susceptible de suites	Sans objet
8	Rejets aqueux rubrique 2230 – valeurs limites	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - point 5.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne dispose pas d'un outil fiable pour le suivi de ses stocks, ni d'une organisation interne permettant de garantir à tout moment que le seuil Seveso n'est pas dépassé (en cumul en particulier). La mise en demeure ne peut être levée. Des justifications concrètes sont attendues sous deux mois.

En l'absence de demande d'autorisation déposée, les contrôles périodiques des installations soumises à déclaration doivent être réalisés.

S'agissant des eaux de lavage de l'activité parfums, elles sont désormais gérées comme des déchets en externe. La mise en demeure sur ce point est donc soldée.

Des actions correctives restent par ailleurs à mettre en œuvre sur les points suivants :

- odeurs : aucun dispositif de traitement n'a encore été mis en place au niveau des bâches de stockage des jus lactiques, principales sources olfactives. Un dispositif de traitement doit impérativement être mis en place début avril 2024, selon les engagements de l'exploitant ;
- moyens de lutte contre l'incendie : en l'absence de réponse depuis la dernière visite, il est toujours attendu une justification de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie avec les besoins du site.

Des observations sont par ailleurs relevées sur le bruit et les rejets aqueux, détaillées dans les fiches de constat ci-dessous, et nécessitent des actions ou réponses de la part de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article L. 512-1 + article R. 511-9 (nomenclature de ICPE) + articles R. 511-10 et R. 511-11 (règle de cumul Seveso)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>  lors de la visite d'inspection du 22/12/2022  type de suites qui avaient été actées : Avec suites  suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier  date d'échéance qui a été retenue : 10/11/2023 pour le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale OU 10/06/2023 pour la réduction des quantités de produits dangereux stockés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  CE – art. L. 512-1 : " Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier."</p> <p>Nomenclature des ICPE - rubrique 4001 : "Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11" -&gt; régime A (Seveso seuil haut ou bas)</p>
<p>CE – art. R. 511-10 : "I.-Les substances et mélanges dangereux mentionnés au I de l'article L. 515-32 sont les substances et mélanges dangereux et assimilés tels que définis à la rubrique 4000 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, qui sont visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799, et celles numérotées 2760-4 et 2792. Il est défini, au sein de ces rubriques, des quantités dénommées quantités seuil haut ainsi que, pour certaines d'entre elles, des quantités seuil bas. [...]"</p> <p>CE – art. R. 511-11-II : " Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 : [...]</p> <p>c) Dangers pour l'environnement : la somme Sc est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :</p> $Sc = \sum qx/qx,c$ <p>APMD du 02/03/2023 - article 1 :  "La SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX, [...], est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale conforme aux articles R. 181-12 et suivants du code de l'environnement,</li> <li>- en réduisant les quantités de produits dangereux stockées sur le site, en particulier les produits dangereux présentant des mentions de danger pour l'environnement, de sorte à rester dans les seuils du régime de la déclaration d'une part ; et en dessous des quantités qui conduisent à un dépassement direct, ou par la règle de cumul, des seuils Seveso d'autre part.</li> </ul> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un délai d'un mois, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;</li> <li>- dans le cas où il opte pour la réduction des quantités de produits dangereux stockées sur le site, celle-ci est effectif dans un délai de trois mois, et l'exploitant fournit dans le même délai les justificatifs attestant de la réduction des stockages sur site (état des stocks), le détail des quantités maximales de produits par catégorie pouvant être stockées sur site sans dépassement direct ou par la règle de cumul des seuils Seveso, et la description des moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des stocks et maintenir à tout instant les quantités stockées sous les seuils qui conduiraient à un statut Seveso ;</li> <li>- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier est déposé dans un délai de huit mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'études, etc.).</li> </ul> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté."</p>
<p><b>Constats :</b>  <i>Rappel des constats de la visite précédente du 22/12/2022 : il était constaté que les quantités de produits dangereux présents sur site visés par les rubriques 4510 et 4511 de la nomenclature ICPE étaient telles que la règle de cumul Seveso seuil bas était vérifiée pour les dangers pour l'environnement (somme des dangers pour l'environnement Sc de 1,01598). Les installations étaient exploitées sans l'autorisation requise en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement. L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 02/03/2023, de</i></p>



*régulariser sa situation.*

L'exploitant a d'abord fait savoir par courrier du 06/04/2023 qu'il s'engageait dans l'élaboration d'un dossier de demande d'autorisation environnementale. Un dossier était donc attendu début novembre 2023. Par courrier du 07/11/2023, l'exploitant a finalement indiqué qu'il choisissait de réduire les quantités de produits dangereux stockées sur site, de sorte à rester en dessous des seuils conduisant à un classement Seveso et à conserver un régime de classement à déclaration, en mettant en place une « organisation interne ciblée ».

Lors de la visite, l'exploitant a néanmoins précisé qu'il poursuivait l'élaboration d'un dossier de demande d'autorisation, mais que les études à réaliser nécessitaient un délai important (dossier potentiel pour fin 2024). Dans l'attente, l'exploitant a confirmé son engagement à maintenir les quantités stockées sous le seuil Seveso en cumul, ce qui selon lui est rendu possible d'une part, par un contexte d'approvisionnement moins difficile que les années passées (les difficultés à s'approvisionner conduisaient le site à acheter en quantité plus importante pour éviter les pénuries), et d'autre part par une externalisation de certains stockages.

L'état des stocks, en date du 11/12/2023, a été fourni avant la visite. Il comprend la liste de tous les produits stockés, avec leur dénomination, la quantité stockée, les mentions de dangers, et l'identification d'une seule rubrique ICPE par produit. L'exploitant n'a pas explicitement présenté le calcul Seveso par cumul (absence du calcul des sommes Sa-dangers pour la santé, Sb-dangers physiques et Sc-dangers pour l'environnement), mais a fourni la quantité totale de produits par rubrique (une seule rubrique retenue pour chaque produit, dans la logique des règles de classement ICPE) :

- pour les rubriques 4510 et 4511 : respectivement 66,66 t et 57,16 t ;
- pour la rubrique 4331 : 25,1 t ;
- pour les rubriques 4130 et 4140 : respectivement 14,5 kg et 12,7 kg ;
- pour la rubrique 4150 : 142,4 kg.

Au vu des mentions de danger fournies, une grande majorité de produits (environ 80% des références) n'est effectivement visée que par une seule rubrique (4510, 4511 ou 4331). Les produits visés par deux rubriques sont majoritairement visés par les rubriques 4510 ou 4511, et en deuxième rubrique (non prioritaire pour le classement ICPE) en 4331.

En supposant par conséquent que les quantités à considérer pour le classement ICPE et le calcul Seveso sont identiques pour les rubriques 4510 et 4511, il n'y aurait pas de dépassement direct des seuils bas (moins de 100 t pour la rubrique 4510 et moins de 200 t pour la rubrique 4511), et la somme Sc pour le seuil Seveso bas serait de 0,95, inférieur à 1.

Pour les autres rubriques, les quantités en présence sont loin des seuils bas en dépassement direct comme en cumul (même pour la rubrique 4331, où la quantité à prendre en compte pour le statut Seveso serait d'environ 40 t).

Toutefois, il est constaté de nombreuses erreurs dans les rubriques retenues au vu des mentions de dangers indiquées. Ces erreurs minorent les quantités considérées au titre des rubriques 4510 ou 4511, en particulier :

- produits répertoriés en rubrique 4511 alors qu'ils sont visés par la 4510 ;
- 3 produits répertoriés en rubrique 1450 alors qu'ils ne sont pas visés par la mention de dangers H228, mais qu'ils sont en revanche visés par les rubriques 4510/4511 ;
- 3 produits répertoriés en rubrique 4150 alors qu'ils ne sont pas visés par la mention de dangers H370, mais qu'ils sont pour certains visés par les rubriques 4511 ou 4331.

À l'inverse, des erreurs plutôt majorantes sont également identifiées, notamment :

- des produits répertoriés en rubrique 4510 alors qu'ils sont visés par la 4511 ;
- des produits répertoriés en rubrique 4510/4511 alors qu'ils ne sont pas visés par ces rubriques ;
- quelques produits répertoriés en rubrique 4510/4511 alors qu'ils sont visés par la 4331 uniquement.

En outre, pour environ 80 références, les mentions de danger ne sont pas fournies, les rubriques visées n'ont donc pas pu être vérifiées.

L'exploitant s'est fixé une limite aux quantités à stocker, à 70 t pour les produits visés par la 4510 et 59 t pour ceux visés par la 4511, de sorte à ne pas dépasser le seuil bas en cumul (la somme Sc serait ainsi au maximum de 0,995).

**Toutefois, compte tenu des erreurs relevées, l'état des stocks fourni ne constitue pas un outil**

<p>fiable pour la détermination du statut Seveso, et l'exploitant n'est donc pas à ce stade en capacité de garantir que la somme Sc pour le seuil Seveso bas ne dépasse pas le seuil de 1.</p> <p>En outre, l'exploitant ne dispose pas à ce jour d'outil informatisé ni d'organisation interne, qui permet de vérifier à chaque achat et nouvel approvisionnement, que le seuil Seveso ne sera pas dépassé.</p> <p>Au vu de ces constats, il ne peut être proposé de lever la mise en demeure. Il n'est toutefois pas proposé de sanctions administratives à ce stade, l'exploitant ayant engagé une diminution de ses stocks.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, <u>sous un délai de 2 mois maximum</u>, d'établir un outil fiable et vérifié, permettant à partir de l'état des stocks :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'identifier pour chaque produit, les mentions danger, toutes les rubriques associées, et la rubrique principale ;</li> <li>- de disposer à tout moment des quantités de produits par rubrique principale (une seule rubrique retenue pour chaque produit), qui seront comparées au seuil de classement ICPE ;</li> <li>- de disposer à tout moment des quantités de produits visés par une rubrique, qui seront comparées aux seuils Seveso (pour vérification du dépassement direct), et qui seront utilisées pour vérifier la règle de cumul (calcul des sommes Sa, Sb et Sc).</li> </ul> <p>Sous ce même délai de 2 mois, l'exploitant justifiera de la mise en place d'outils et d'une organisation interne permettant à tout moment, lors des mouvements de stocks, de s'assurer du non dépassement des seuils Seveso (dépassement direct ou en cumul).</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
---

## N° 2 : Contrôle périodique installations DC

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2018, article R. 512-55 à R. 512-58</p> <p>Thème(s) : Situation administrative, Installations DC</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. R. 512-55 : « Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. [...] »</p> <p>Art. R. 512-56 : « Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66 [...] »</p> <p>Art. R. 512-57.I : « La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. [...] »</p> <p>Art. R. 512-58, 4e et 7e alinéas :</p> <p>« Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. »</p> <p>« Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation. »</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait le choix de rester sous le régime de la déclaration pour l'ensemble de ses installations. Il n'a toutefois pas engagé de contrôle périodique à ce jour.</p> <p>Les installations du site soumises à contrôle périodique sont les installations relevant des rubriques 2230, 2910 et 4510.</p> <p>L'exploitant indique qu'une seconde chaudière sera mise en service en mars 2024.</p> <p>→ L'exploitant fera procéder aux contrôles périodiques de ses installations, suite à la mise en service de la seconde chaudière.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
---

### N° 3 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - points 3.3 et 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>AMPG du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510, 4741 ou 4745 :</p> <p>« L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité ».</p> <p>« Registre entrée/sortie - L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. »</p> <p>(prescriptions identiques dans les AMPG du 05/12/2016 (applicable notamment pour les rubriques 1450 et 2230)</p>
<b>Constats :</b> <p><i>Rappel des constats de la visite précédente du 22/12/2022 : l'état des stocks était constitué d'une liste de produits classés par rubrique ICPE (une rubrique ICPE retenue par produit), précisant les quantités en stock pour chaque produit, mais sans précision sur la nature des produits (dénomination par référence interne, mentions de dangers incomplètes et pas à jour). L'exploitant ne disposait pas de plan spécifique pour les stockages.</i></p> <p>L'état des stocks fourni précise désormais le nom des produits (en sus de la référence interne). En revanche, comme indiqué au constat n°1, <b>les mentions de danger sont incomplètes, une seule rubrique est associée à chaque produit, et de nombreuses erreurs ont été relevées (incohérence entre mentions de dangers et rubriques).</b></p> <p>Des plans des stockages pour l'activité biotechnologie d'une part et l'activité parfums d'autre part ont été fournis, avec une légende en annexe présentant les rubriques ICPE concernées par les produits stockés. Selon cette légende, dans la zone parfums, les zones C et D ne présenteraient pas de produits inflammables (rubrique 4331 non visée), et la zone E ne présenterait pas de produits dangereux pour l'environnement (rubriques 4510/4511 non visées). <b>Si ces informations sont basées sur une unique rubrique retenue pour un produit, elles sont erronées pour tous les produits qui comportent à la fois les mentions de dangers H400/H410/H411 et les mentions H225/H226.</b></p> <p>Par ailleurs, par sondage sur 2 produits, il a été demandé la fourniture de la FDS, afin de contrôler pour l'un, l'exactitude des mentions de danger listées dans l'état des stocks (« Aldéhyde alpha hexyl cinamique »), et de vérifier pour l'autre, les mentions de danger, celles-ci n'étant pas fournies dans l'état des stocks qui vise néanmoins la rubrique 4510 pour ce produit (« Essence mint... »).</p> <p>Pour le produit « Aldéhyde alpha hexyl cinamique », les mentions de danger retenues dans l'état des stocks sont en cohérence avec la FDS. En revanche, lors de la vérification sur site du stock présent, il a été constaté qu'à l'emplacement enregistré informatiquement pour ce produit, était en fait stocké un autre produit, et qu'en cascade, plusieurs produits n'étaient pas stockés à l'endroit prévu par l'enregistrement informatique.</p> <p>Pour le produit « Essence mint... », la FDS n'a pu être fournie lors de la visite, et il a été indiqué que le produit n'existerait plus. Pourtant, l'état des stocks mentionne un stock de 153 kg pour ce produit. La FDS a finalement été transmise après la visite.</p> <p>D'une manière générale, <b>ces constats soulèvent des doutes sur la fiabilité de la gestion des stocks.</b></p> <p>→ Il est demandé à l'exploitant de compléter, corriger et fiabiliser l'état des stocks. → La légende associée aux plans des stockages est à corriger. → Pour rappel, l'exploitant doit disposer des FDS de tous les produits présents sur le site, qui doivent être disponibles et consultables à tout moment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

#### N° 4 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I – points 8.1 et 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit et vibrations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.1. Valeurs limites de bruit - a) Cas général L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les ZER, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles suivantes : - période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés : 6 dB(A) si le niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'installation) est supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A), 5 dB(A) si ce niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A) ; - période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 4 dB(A) si le niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'installation) est supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A), 3 dB(A) si ce niveau de bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A).  De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. »  8.3. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores « Une mesure des émissions sonores peut être effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande de l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. »
<b>Constats :</b> <i>Rappel des constats de la visite précédente du 22/12/2022 : l'inspection avait été saisie courant 2022 d'une plainte pour nuisances sonores (bruit de ventilateur et autre machine). Aucune mesure de bruit n'était disponible, mais l'exploitant s'engageait à en réaliser lors de la réalisation de l'extension, qui allait modifier plusieurs équipements, notamment des systèmes de refroidissement considérés comme les principales sources du bruit. Il était demandé à l'exploitant de faire réaliser des mesures de bruit sans attendre la finalisation de l'extension.</i>  Une mesure du bruit résiduel a été réalisée du 10/08/2023-17H30 au 11/08/2023-04H00 (pendant l'arrêt technique annuel). Une mesure du bruit ambiant a été réalisée du 16/11/2023-17H30 au 17/11/2023-04H00.  Il convient de noter que, comme demandé, les mesures ont été réalisées sans attendre que l'extension soit achevée. Ainsi, les nouvelles installations ne sont pas encore mises en service. Par ailleurs, les mesures ont été réalisées afin de déterminer le niveau de bruit des installations, en dehors de toute activité inhabituelle. Ainsi, les travaux liés à l'extension n'étaient pas en cours lors des mesures.  Le rapport conclut : - à la conformité des niveaux de bruit en limite de propriété. Le niveau de bruit maximal de jour comme de nuit est constaté au point de mesure n°3, situé en limite de propriété sud-est (au niveau de l'entrée principale), avec des niveaux de 64,9 dB(A) de jour et 58,7 dB(A) de nuit, pour des limites respectives à 70 et 60 dB(A). - à la conformité des émergences au droit des 2 points de mesures considérés (émergence maximale mesurée de 2,7 dB(A) de jour au point n°2 situé à 250 m au nord/nord-est du site).  Les mesures de bruit ambiant et de bruit résiduel ont été réalisées à des périodes similaires de la journée (17H30-22H pour les mesures de jour et 22H-4H pour les mesures de nuit), ce qui constitue une bonne pratique. <b>En revanche, la période 17H30-22H n'est pas totalement représentative de l'activité du site, puisque selon les horaires de fonctionnement indiqués en p.7 de l'étude, l'activité logistique s'arrête à 16H30.</b> A noter : les conditions météorologiques lors des mesures du bruit ambiant sont décrites comme étant défavorables à la propagation sonore.



→ Il est demandé à l'exploitant de faire procéder à de nouvelles mesures de bruit représentatives du fonctionnement de l'ensemble des installations, en tenant compte des horaires de fonctionnement. Ces mesures seront réalisées dès la mise en service des extensions, afin de caractériser les niveaux sonores générés par les installations existantes et nouvelles.
Type de suites proposées : Sans suite

## N° 5 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article annexe I-point 6.2.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 22/12/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations pouvant dégager des émissions d'odeurs sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>Rappel des constats de la visite du 22/12/2022 : l'inspection avait été saisie courant 2022 de plusieurs plaintes pour nuisances olfactives. Les stockages de jus lactiques étaient identifiés par l'exploitant comme source de ces nuisances. L'efficacité des mesures correctives prises devait être prouvée. À défaut, un plan d'actions de prévention et gestion des odeurs était attendu.</i></p> <p>De nouvelles plaintes pour nuisances olfactives ont été signalées début février 2023, puis en mai 2023. Les actions alors proposées (identiques à celles mentionnées lors de la visite de décembre 2022 : niveau des stockages des jus lactiques abaissé, rétentions nettoyées) étant manifestement insuffisantes, l'inspection a demandé à l'exploitant d'établir un plan d'actions détaillé.</p> <p>Le 05/05/2023, l'exploitant a indiqué qu'il envisageait deux solutions de traitement : canalisation des événements vers un filtre à charbon actif, ou support parfumé autour des bâches. L'étude de la solution était attendue pour fin mai, pour une réalisation fin juin 2023. Finalement, le 14/06/2023, l'exploitant a fait part de sa décision de faire réaliser un diagnostic odeurs, pour identifier précisément les sources d'odeurs, avant d'étudier une solution de traitement.</p> <p>Le rapport du diagnostic odeurs réalisé le 03/07/2023 a été transmis le 02/08/2023. Trois sources significatives d'odeurs ont été identifiées.</p> <p><b>* La principale concerne les bâches de stockages des jus lactiques (événements).</b></p> <p>L'exploitant a fait procéder à une étude pour définir une solution de traitement de ces odeurs. L'étude (rapport transmis le 20/11/2023) concluait que la solution la plus simple à mettre en œuvre répondant aux principaux problèmes (traitement H<sub>2</sub>S et NH<sub>3</sub>, pas de mise en dépression de la bâche, pas de réseau de gaines à supporter sur la bâche) était la mise en place de système de traitement à charbon actif sur chaque événement.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a toutefois indiqué que ces dispositifs étaient finalement trop lourds pour être installés sur les bâches. La solution retenue est la mise en place d'une aspiration sur chaque événement, raccordée à une unique tour de traitement à charbon actif facilement accessible. L'exploitant annonce une mise en place début avril 2024.</p> <p>→ L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais le bon de commande du dispositif de traitement des odeurs, et justifiera de sa mise en place début avril 2024.</p> <p><b>* La seconde est constituée du point d'extraction du jus de fermentation.</b></p> <p>Le rapport préconise une "action de vérification d'éventuelles fuites au niveau du système d'extraction" (vérifier la présence de fermetures étanches quand il n'est pas utilisé) ainsi que "la mise en place d'une procédure de lavage de la zone ou d'une solution de neutralisation des odeurs après le passage des engins dédiés à l'épandage". Par courriel du 09/08/2023, l'exploitant a précisé que les analyses olfactives ont été réalisées en phase d'épandage, les réseaux de pompage étant ouverts pour permettre la vidange des bâches par aspiration. En fin de période de soutirage des jus lactiques pour épandage, les réseaux ont été fermés (vannes d'isolement) et les bouches</p>

<p>d'aspiration rincées. Un nettoyage approfondi des bouches d'aspiration devait être réalisé début septembre. Selon l'exploitant, le nettoyage a été réalisé en interne (pas de justificatif disponible).</p> <p>→ <b>L'exploitant établira une procédure détaillant les mesures à prendre pour limiter les émissions olfactives lors des opérations de soutirage des jus, qui intégrera notamment le lavage de la zone après le passage des engins. Ces opérations seront consignées.</b></p> <p><b>* Une troisième source est la station de relevage du jus de fermentation vers le bassin à boues activées (côté ouest du bâtiment de production des ferments lactiques)</b></p> <p>Le rapport conclut que cette source a une surface limitée et au vu de sa localisation, son impact vers le voisinage est très limité. La mise en place d'une couverture de cette unité avec une bâche de traitement (type bâche photocatalytique Actilayer) pourrait minimiser les odeurs émises.</p> <p>Aucune action n'a été menée sur ce point.</p> <p>→ <b>L'exploitant s'engage à mettre en place d'ici fin janvier 2024 une couverture du bassin de relevage des jus, dont la mise en place effective sera justifiée (type de bâche de traitement à préciser).</b></p> <p><b>Type de suites proposées : Susceptible de suites</b></p>
--

#### N° 6 : Rejets aqueux activité parfums

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article annexe I-point 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <p>lors de la visite d'inspection du 22/12/2022</p> <p>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</p> <p>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>date d'échéance qui a été retenue : 10/05/2023</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AMPG du 23/12/1998 (rubrique 4510) - annexe I-point 5.5 :</p> <p>"Tout rejet dans le milieu naturel est interdit.</p> <p>Tout rejet dans les égouts publics est préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces rejets avant de rejoindre le milieu naturel."</p> <p>APMD du 02/03/2023 - article 3 :</p> <p>"La SOCIÉTÉ ANGEVINE DE BIOTECHNOLOGIE BIOPROX, [...], sise Lieu-dit Le Rabion, sur la commune de Noyant-Villages, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 5.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 susvisé, en cessant tout rejet dans le milieu naturel d'effluents aqueux provenant de l'activité utilisant des produits classés sous la rubrique 4510, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>En l'absence d'autorisation de rejet dans le réseau de la collectivité, et de justification que l'installation collective est en mesure de traiter ces effluents, tel que prévu à l'article 5.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998, les effluents font l'objet d'une gestion dans le cadre des dispositions des articles 7.1 et 7.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 et sont éliminés en tant que déchets."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i><b>Rappel des constats de la visite précédente du 22/12/2022 :</b> les effluents aqueux, générés par les opérations de nettoyage des installations de préparation des concentrés de parfum, activité qui utilise des produits relevant de la rubrique 4510, étaient rejetés dans la station de traitement du site, puis au milieu naturel. L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 02/03/2023, de stopper ces rejets et de traiter les effluents en tant que déchets.</i></p> <p>Par courriel du 08/06/2023, l'exploitant a transmis un bon de commande passé à la société SARP OUEST, relatif au pompage, transport et traitement de 27 tonnes d'eaux de lavage provenant de l'atelier parfums, ainsi que le bordereau de suivi de déchets dangereux (BSD) correspondant, faisant état d'une prise en charge des déchets le 07/06/2023.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs transmis les bons de commandes, factures et BSD, relatifs aux enlèvements des déchets d'eaux de lavage réalisés les 13 septembre (26,78 t), 20 septembre (27,72 t) et 19 décembre 2023 (29,54 t).</p> <p><b>La mise en demeure du 02/03/2023 peut être levée sur ce point.</b></p> <p><b>Type de suites proposées : Sans suite</b></p>

**N° 7 : Rejets aqueux rubrique 2230 - surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions des polluants représentatifs parmi ceux visés au point 5.5, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.</p> <p>Ces mesures des concentrations sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. [...]</p>
<b>Constats :</b> <p><i>Rappel des constats de la visite du 22/12/2022 : aucune surveillance n'était réalisée pour les paramètres DBO5, NGL et P. En outre, les prélèvements analysés étaient réalisés par un préleveur automatique réfrigéré, avec constitution d'un bidon de prélèvement sur une semaine complète. Or les mesures de concentration doivent être réalisées sur des échantillons représentatifs du fonctionnement d'une journée (échantillon moyen 24H).</i></p> <p>Un réglage du préleveur réalisé en interne (justifié sur la base de photos du programme réglé sur le préleveur) permet le prélèvement de 3 échantillons de 50 ml sur une journée. L'exploitant indique que le prélèvement est réalisé sur la journée du mardi, où les rejets sont représentatifs.</p> <p>Les résultats de la surveillance réalisée entre janvier et décembre 2023 montrent que la première analyse des paramètres DBO5, NGL et P n'a été réalisée qu'en octobre 2023. Deux analyses ont par ailleurs été réalisées en décembre. L'exploitant s'engage à réaliser une surveillance mensuelle de ces paramètres dans un laboratoire extérieur. La surveillance des paramètres DCO, MES, NH4+ est toujours réalisée en interne, à une fréquence hebdomadaire. Les chlorures sont par ailleurs suivis à une fréquence mensuelle.</p>
<b>Observations :</b> <p>Les modalités de prélèvement sont conformes aux prescriptions générales (au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure), pour autant qu'elles permettent de réaliser un échantillon effectivement représentatif du fonctionnement sur une journée. Pour garantir une meilleure représentativité de l'échantillon, si l'échantillonneur automatique le permet, l'exploitant est invité à mettre en œuvre les bonnes pratiques décrites dans le "guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE", qui préconise, pour un rejet en continu, <b>un échantillonnage automatique proportionnel au débit sur une durée de 24 heures, avec des prélèvements unitaires d'au minimum 50 ml.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Rejets aqueux rubrique 2230 – valeurs limites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I - point 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux et acceptabilité milieu
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public, les rejets d'eaux résiduaire font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau de collecte aboutissant à une station de traitement des eaux usées : pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température &lt; 30 °C.</p> <p>Les effluents rejetés sont également exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de matières flottantes ;</li><li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;</li><li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. »</li></ul>

« c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau de collecte n'aboutissant pas à une station de traitement des eaux usées :

- MES : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- DBO5 : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ;
- azote global : la concentration ne dépasse pas 30 mg/l si le flux journalier maximal est  $\geq 50$  kg/jour ;
- phosphore total : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier maximal est  $\geq 15$  kg/jour.

**Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau.**

Les valeurs limites des alinéas ci-dessus sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration. »

+ SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 (idem SDAGE précédent 2016-2021) - Disposition 3A-1 - Poursuivre la réduction des rejets ponctuels de phosphore - Pour ce qui concerne les stations de traitement des eaux usées industrielles soumises à autorisation : les normes de rejet dans les milieux aquatiques pour le phosphore total respectent les concentrations suivantes : 2 mg/l en moyenne annuelle pour des flux  $\geq 0,5$  kg/jour ; 1 mg/l en moyenne annuelle pour des flux  $> 8$  kg/j. »

#### Constats :

Des résultats de l'autosurveillance sur les mois de janvier à décembre 2023, il ressort une conformité des rejets aux valeurs limites des AMPG applicables pour les paramètres MES, DCO, DBO5 et NGL (3 analyses seulement en octobre et décembre pour DBO5 et NGL).

La concentration la plus importante en MES constatée sur l'année est de 57 mg/l début novembre, mais le flux est de 3,1 kg ( $< 100$  kg/j). La concentration la plus importante en DCO constatée sur l'année est de 120 mg/l, pour un flux de 5,76 kg en octobre.

S'agissant du phosphore, les 3 analyses réalisées en octobre et décembre révèlent des concentrations et flux très variables : 12 mg/l (624 g/j) en octobre, 8,44 mg/l (447 g/j) et 0,05 mg/l (2,2 g/j) en décembre. Ces concentrations sont conformes aux valeurs limites des AMPG applicables, mais sont susceptibles de conduire au dépassement de la limite fixée dans le SDAGE (2 mg/l en moyenne annuelle lorsque le flux dépasse 500 g/j). Cette limite s'impose toutefois uniquement pour les sites soumis à autorisation.

→ L'attention de l'exploitant est néanmoins appelée sur les rejets de phosphore.

**Il est rappelé que, même si les concentrations limites fixées dans les AMPG sont respectées, les rejets doivent, dans tous les cas, être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau. Ce point n'a pas été vérifié lors de la visite, mais l'exploitant doit être en capacité de le justifier pour l'ensemble des substances rejetées.**

#### Observations :

Lors de la précédente visite, l'inspection informait l'exploitant que, fin 2020, il a été rapporté à l'inspection par le SAGE Authion la présence d'une concentration inhabituelle en formaldéhyde, constatée à partir de 2019, mesurée à la station des Porteaux (station n°04103960), située juste après la confluence du Lathan avec l'Authion (en aval du site Bioprox). La concentration mesurée sur 2019 variait de 248  $\mu\text{g/l}$  à 3190  $\mu\text{g/l}$ . En 2021 et 2022, la concentration mesurée varie de 76  $\mu\text{g/l}$  à 502  $\mu\text{g/l}$ .

Un contrôle inopiné des rejets aqueux du site, réalisé en octobre 2022, n'avait pas révélé la présence de formaldéhyde dans les rejets (concentration inférieure à la limite de quantification).

L'exploitant a répondu lors de la précédente visite que le formaldéhyde :

- avait été présent par le passé dans certains produits de nettoyage/désinfection utilisés pour l'activité biotechnologie, mais qu'il a été supprimé depuis plusieurs années de ces produits ;
- n'était pas une matière première utilisée dans l'atelier parfum.

Le conseil départemental a alerté fin septembre 2023 les services de la DDT (Police de l'eau) et des ICPE (DREAL) d'une pollution au formaldéhyde sur la station de mesure du Lathan à Noyant (station n°04591000 - Moulin de Rabion), pollution détectée depuis plusieurs années par le réseau de suivi départemental de la qualité des rivières. Sur le premier semestre 2023, la concentration mesurée varie de 81  $\mu\text{g/l}$  à 322  $\mu\text{g/l}$ .

Il n'existe pas de norme de qualité environnementale (NQE) réglementaire associée au formaldéhyde au niveau communautaire et au niveau national. L'Ineris a néanmoins établi en 2011 une valeur guide environnementale (VGE) de 10  $\mu\text{g/l}$  dans l'eau pour cette substance.

Après la visite, l'exploitant a indiqué avoir vérifié que les produits de lavage ne contiennent pas de formaldéhyde (selon fiches techniques). Il a toutefois demandé à ses fournisseurs de le certifier. Il a transmis un bon de commande pour la réalisation par Inovalys d'une analyse par mois pendant 6 mois du formaldéhyde dans les rejets, comme demandé lors de la visite.



→ Il est demandé à l'exploitant de confirmer, suite au retour de ses fournisseurs, que les produits utilisés sur le site pour l'activité biotechnologie ne contiennent pas de formaldéhyde (l'activité parfums n'est plus à l'origine de rejet depuis mi-2023 - cf. constat précédent).  
 → Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses du formaldéhyde dans ses rejets. Un premier bilan sera transmis après trois analyses.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article Annexe I-point 4.2 + AMPG du 23/12/1998 (Annexe I-point 4.2)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Défense incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

AMPG du 05/12/2016 – Annexe I-point 4.2 :

"L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : [...] b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres."

AMPG du 23/12/1998 (rubrique 4510) - Annexe I-point 4.2 :

"L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre / le risque à défendre"

**Constats :**

Rappel des constats de la visite précédente du 22/12/2022 : L'exploitant avait transmis un rapport établi par un bureau d'études en 07/2022 présentant les installations et les extensions projetées, et fournissant le calcul des besoins en eaux d'extinction incendie (selon la règle D9) et les moyens de lutte contre l'incendie disponibles ou à prévoir dans le cadre du projet.

*Ces éléments nécessitaient des compléments :*

Pour le calcul des besoins en eau, seuls les besoins futurs correspondant à l'extension du bâtiment Bioprox (3874 m<sup>2</sup> considérés) étaient calculés.

- la plus grande surface non recoupée, et le caractère REI120 des murs séparatifs (et EI120 des portes) entre la partie existante et l'extension du bâtiment BIOPROX, devaient être justifiés ;  
 - les besoins pour la défense incendie de l'autre ensemble de bâtiment au niveau de l'activité parfums Sozio (présence de liquides inflammables, catégorie de risque à considérer différente) devaient être calculés.

Pour la justification de l'adéquation des moyens avec les besoins :

- les débits, en fonctionnement simultané, des nouveaux poteaux privés prévus (3 PI) et du poteau public existant devaient être précisés ;  
 - l'adéquation des moyens prévus avec les futurs besoins devait être démontrée.

Aucun élément n'a été transmis depuis la dernière visite. Après la visite, l'exploitant a transmis un calcul D9, mais il s'agit du même que celui fourni en 2022, ce qui ne répond donc pas aux questions posées ci-dessus.

L'exploitant a indiqué que des mesures des débits des PI, en unitaire et en fonctionnement simultané, étaient prévues le 12 janvier.

→ L'exploitant justifiera de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie avec les besoins du site, en apportant tous les justificatifs nécessaires, et en répondant aux questions ci-dessus, et proposera les actions correctives nécessaires le cas échéant.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

